

## **François Hollande à l'université de Strasbourg :**

*La poursuite d'une politique qui conduit le Service public dans une impasse  
et des intimidations inadmissibles de ceux qui la contestent*

*(Communiqué de l'intersyndicale de l'Université de Strasbourg, le 4 février 2014)*

La visite du Président de la République à Strasbourg le 30 janvier dernier n'a fait que confirmer ce que nous savions déjà sur sa volonté de poursuivre et amplifier la politique de son prédécesseur. Des universités et des organismes de recherche que le gouvernement affirme soutenir mais qui doivent se réorganiser pour faire des économies !

L'effort de l'Etat porte sur la relance des deux "outils" les plus décriés par nos collègues et les organisations syndicales :

- les investissements d'avenir avec une nouvelle vague d>IDEX et l'incitation aux regroupements et aux fusions d'universités ;

- le crédit d'impôt recherche qui de l'aveu même de Vincent Berger, conseiller du Président, n'est pas fait pour soutenir la recherche. Il s'agit en réalité d'un cadeau fiscal déguisé aux entreprises.

Le président Alain Beretz et le Président de la République ont-ils seulement évoqué les 4 millions de masse salariale que l'Etat n'a pas versé par rapport aux prévisions de dotation? Il est vraisemblable que la présidence de l'université n'a pas voulu gâcher la fête de l'excellence par des revendications trop appuyées.

Nous dénonçons cette foire aux illusions à laquelle nous avons assisté le 30 janvier : elle ne nous promet que la dégradation des conditions de travail à l'université et dans les organismes, ainsi que des conditions d'étude des étudiants.

Mais le 30 janvier dernier, il ne faisait pas bon écorner cette image idyllique et cette entreprise de communication bien concertée, en contestant la politique de restructuration de l'Enseignement supérieur et de la recherche et en dénonçant l'austérité qui écrase le Service public au profit des groupes financiers et industriels.

L'ont appris à leurs dépens les personnels qui protestaient pacifiquement devant le palais universitaire ainsi que des étudiants qui se sont vu arrêtés en début de manifestation, interrogés pendant 15 minutes, et auxquels les forces de police ont confisqué le porte-voix, les banderoles et les pancartes.

L'ont appris à leurs dépens les manifestants qui, non seulement ont été maintenus à l'écart du Palais universitaire par des barrières et un service d'ordre impressionnant, mais qui ont été aussi violemment repoussés, sans aucune justification.

L'ont appris à leurs dépens Laurent et Damien, deux manifestants étudiants arrêtés et retenus plus de dix heures en garde à vue.

Nous dénonçons cette répression policière et toutes les intimidations qui l'ont accompagnée. Elles visaient clairement à dissuader et empêcher toute amorce d'un vaste mouvement de protestation contre la politique d'austérité actuelle.

***Nous appelons nos collègues à se réunir dans leurs composantes, laboratoires et services pour faire le point sur leurs situations respectives, à poursuivre les actions engagées, à les renforcer, et à manifester leur plus vive opposition à la réduction de 20% de nos crédits de fonctionnement.***

***Nous demandons solennellement au président Alain Beretz de surseoir aux mesures d'économie sur le fonctionnement de notre université, de prendre enfin une position publique contre notre scandaleuse sous-dotation, et de se mobiliser avec toute la communauté universitaire strasbourgeoise afin d'obtenir de l'Etat les moyens nécessaires au bon fonctionnement et au développement de notre établissement.***

*SNESUP-FSU, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SUD Education Alsace, SNPREES-FO, SNTRS-CGT, SES-CGT, UNEF.*